



Déclaration du Bureau national de l'Association d'amitié franco-coréenne

Paris, le 16 octobre 2018

Paix en Corée et relations avec la République populaire démocratique de Corée : encore une occasion ratée pour la France

Le 15 octobre 2018, à l'issue de sa rencontre avec le président sud-coréen Moon Jae-in, Emmanuel Macron a déclaré que la France « n'envisage pas d'établir des relations diplomatiques à ce stade » avec la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord) et que ces relations « sont évaluées à l'aune des progrès sur le dossier nucléaire et balistique, des relations inter-coréennes et la situation des droits de l'homme ». « C'est en fonction des évolutions qui seront constatées sur le terrain que nous envisagerons d'une part des évolutions en terme de relations bilatérales diplomatiques et d'autre part des évolutions en terme de politique des sanctions », a ajouté le président français. Ces déclarations sont dans la droite ligne de celles faites depuis au moins dix ans par le ministère français des Affaires étrangères, notamment en réponse aux questions de l'Association d'amitié franco-coréenne.

La France rate ici une troisième occasion d'établir des relations diplomatiques avec la RPDC (après 1994 et 2000). Outre son caractère parfaitement contraire à la tradition diplomatique française - qui est de reconnaître des États et non des gouvernements ou des régimes politiques -, cette attitude marque la difficulté de la diplomatie française à appréhender l'évolution de la situation en Corée, marquée par les sommets d'avril, de mai et de septembre 2018 entre les dirigeants des Corée du Nord et du Sud, et par le sommet de juin 2018 entre les dirigeants de la Corée du Nord et des États-Unis d'Amérique. Les propos d'Emmanuel Macron sont totalement décontextualisés et marginalisent un peu plus la France parmi les acteurs pouvant exercer une influence positive dans la résolution de la crise coréenne et, plus généralement, dans la zone Asie-Pacifique.

La France a voulu s'aligner sur la position américaine de « *pression maximum* » à l'égard de la Corée du Nord en votant toutes les sanctions économiques à l'ONU. Or, aujourd'hui, la levée des sanctions n'est pas seulement une exigence logique de réponse aux efforts déjà accomplis par la RPDC, à commencer par l'arrêt des tests nucléaires et balistiques et le démantèlement de ses sites d'essais : la levée des sanctions est une nécessité pour ne pas faire de la vie des populations la variable d'ajustement des besoins diplomatiques du moment.

Au moment où le Président Moon Jae-in effectue une tournée en Europe, il est déplorable que la France continue une diplomatie d'agressivité contre la RPDC, héritée de la période de la guerre de Corée (1950-1953). La France, dernier pays de l'Union européenne (avec l'Estonie) à ne pas reconnaître la RPDC, va jusqu'à se retrouver à contre-courant des autres pays de l'Union et, de fait, au moins officiellement, des États-Unis eux-mêmes ! Ce cavalier seul d'une France tournant le dos à ses meilleures traditions diplomatiques pour obéir aux pires logiques néo-conservatrices ne saurait toutefois être qualifié de politique authentiquement indépendante.

L'Association d'amitié franco-coréenne salue les déclarations inter-coréennes des 27 avril 2018 et 19 septembre 2018, lesquelles posent des bases solides pour établir une paix durable, promouvoir les échanges et favoriser la réunification entre les deux parties divisées de la péninsule coréenne, et appelle l'ensemble des acteurs de la communauté internationale à favoriser effectivement la mise en place d'un système de sécurité collective, corollaire indispensable à une prévention efficace des conflits, au désarmement et à la démilitarisation.

Militant depuis près de cinquante ans pour la paix et la réunification de la Corée, l'Association d'amitié franco-coréenne a toujours refusé la voie de l'escalade militaire et de l'isolement de la République populaire démocratique de Corée sur la scène internationale. Aujourd'hui confortée dans ses choix pour la paix et la réunification de la Corée, l'Association d'amitié franco-coréenne réitère son appel aux autorités françaises pour que la France ait - enfin - dans cette partie du monde une politique à la hauteur de son rang. Cela passe nécessairement par la prise en compte du caractère historique du processus en cours dans la péninsule coréenne, par la levée des sanctions et par l'établissement de relations diplomatiques complètes avec la République populaire démocratique de Corée.

Contact : M. Benoît Quennedey, président de l'AAFC - 06 87 24 93 00